



Genève, le 18 décembre 2019

**Le Conseil d'Etat**

6097-2019

GESCANNT  
23. Dez. 2019

Département fédéral de l'économie, de  
la formation et de la recherche (DEFR)  
Monsieur Guy Parmelin  
Conseiller fédéral  
Palais fédéral est  
3003 Berne

**Concerne : consultation relative à la modification de la loi fédérale sur  
l'encouragement de la recherche et de l'innovation**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Votre courrier du 20 septembre 2019, concernant la consultation relative à la modification de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation, nous est bien parvenu et son contenu a retenu notre meilleure attention.

En premier lieu, nous tenons à saluer le projet dont les modifications proposées reposent sur l'évolution des besoins des entreprises et adaptent en fonction les instruments de soutien d'Innosuisse pour assurer une plus grande flexibilité. Globalement, il permettra un soutien plus important et plus efficace aux petites et moyennes entreprises en leur donnant accès à un réseau de compétences important pour leur réussite.

Nous tenons également à souligner que notre Conseil estime fondamental le maintien du principe de collaboration entre les hautes écoles et les entreprises. Ainsi, nous soutenons le projet de modification de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation, sous réserve de la prise en considération des commentaires suivants:

- l'intitulé de l'article 20 "Encouragement de l'entrepreneuriat basé sur la science" n'est pas, dans sa formulation actuelle, très inclusif concernant les domaines des arts visuels et du design, pour lesquels les innovations peuvent prendre de multiples formes, et pas seulement économiques ou scientifiques. Il est nécessaire de compléter la notion d'innovation. Nous proposons ainsi la formulation suivante: "Innosuisse peut soutenir le développement et le renforcement de l'entrepreneuriat fondé sur la science sous ses multiples formes, y compris l'innovation sociale";
- la condition de l'art. 20, al. 4b, imposant la dimension de "renommée internationale" pour pouvoir participer à des cours de formation continue ne constitue pas un critère

- de qualité pertinent dans ce contexte. Il en existe certainement de meilleurs qui devront probablement être fixés en fonction de la situation propre des personnes concernées.

Nous vous remercions de votre consultation et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michèle Righetti

Le président :



Antonio Hodgers